

Marseille, le 17 octobre, 14 h 40 : autopsie d'un désastre



Par Pascale Pascariello

Mediapart a obtenu des rapports de police confidentiels et des témoignages de CRS qui racontent, heure par heure, comment les forces de l'ordre ont été débordées, paniquées à l'idée qu'un manifestant tombe dans le port, désarçonnées par les ordres inconséquents du préfet depuis la salle de commandement.

[Lire la suite](#)

L'emploi du Raid face aux « violences urbaines » ravive le souvenir d'un échec cuisant

Par Camille Polloni

Déjà déployée à l'été 2023, après la mort de Nahel Merzouk, cette unité d'élite de la police nationale avait fait un mort à Marseille et plusieurs blessés graves. Elle a malgré tout acquis, depuis, un rôle officiel dans des situations

comparables, contre l'avis des policiers eux-mêmes.

[Lire la suite](#)

Après le 17 octobre, la justice marseillaise face à des délits opportunistes et des jeunes dans le besoin

Par Violette Artaud, Jean-François Poupelin (Marsactu)

Mardi 20 octobre, le tribunal judiciaire poursuivait les personnes interpellées samedi et dimanche dans le cadre de la mobilisation contre la vie chère. Le profil des mis en cause, et parfois condamnés, est loin « du jeune majeur qui ne subit pas l'augmentation du coût du pétrole » que dessinait le préfet.

[Lire la suite](#)

« Il est illusoire de prétendre maintenir la paix civile à coups d'interdictions administratives »

Par Mathilde Goanec



Interdictions de rassemblement, couvre-feux dans plusieurs villes de France, extension possible de la durée des gardes à vue... Le gouvernement réagit aux événements du 17 octobre par la restriction des libertés publiques. Au risque de l'autoritarisme et de la perte d'efficacité, alerte la professeure de droit public Stéphanie Hennette-Vauchez.

[Lire la suite](#)

Le gouvernement menace de retirer les prestations sociales aux « casseurs, pilleurs, voleurs »

Par Faïza Zerouala

Une circulaire prise par le gouvernement doit permettre de déduire des aides sociales les revenus tirés du recel des pillages survenus en marge de la mobilisation du 17 octobre. Plusieurs interlocuteurs pointent une annonce démagogique et une mesure inapplicable.

[Lire la suite](#)

La reconnaissance faciale pour identifier les délinquants : chimère ou panacée ?

Par David Perrotin

Le gouvernement promet de traquer tous les auteurs de pillages ou de violences du 17 octobre, notamment grâce à l'usage de la reconnaissance faciale. Le résultat est cependant incertain : il suppose que les auteurs soient déjà connus des services de police, et le résultat n'offre pas toujours une certitude absolue.

[Lire la suite](#)

Manifestation du 17 octobre : non, l'immigration n'a rien à voir là-dedans

Par Nejma Brahim

Depuis plusieurs jours, des déclarations xénophobes laissent entendre que les incidents du 17 octobre auraient été causés par des immigrés. C'est faux : les jeunes racisés mobilisés sont français, et les personnes étrangères se font discrètes dans ce climat de répression.

[Lire la suite](#)

Université : l'extrême droite refuse de perdre ses bastions d'Assas et de la Catho de Lille

Par Inès Bennacer, Garance Forasté



Plusieurs universités historiquement ancrées à droite ont été bloquées pour la première fois, en soutien au mouvement lycéen. Ces mobilisations n'ont pas échappé aux groupuscules qui revendiquent ces établissements comme les leurs. Des agressions violentes ont eu lieu.

[Lire la suite](#)